

RENOVATION DE L'ECOLE MATERNELLE
32 rue Charles de Gaulle
57580 BECHY

COMMUNE DE BECHY
 MAITRE D'OUVRAGE
 39 rue Charles de Gaulle - 57580 Béchy
 Tél : 03 87 64 64 08



LOT N°: 12 – ASCENSEUR

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Ouahid G H O U R B I architecte dplg mandataire

3 avenue leclerc de hauteclocque 57000 metz
 tél. : 03 87 55 99 16 fax : 03 87 55 99 20 E-mail : ghourbi@wanadoo.fr

SECALOR

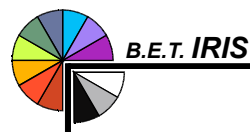
Cabinet Technique Conseil

BETON ARME - CHARPENTE METALLIQUE
 BOIS - VRD - TECHNIQUES DU BATIMENT

Z.A. CD 155b 57245 PELTRE

02.87.62.28.25 – 02.87.62.62.35

secalor@wanadoo.fr



Bureau d'Etudes

5 chemin du Folly - 57920 MONNEREN

06 07 69 58 22 / 03 54 86 13 56

Fax 03 82 82 32 76

hm@bet-iris.com / www.bet-iris.com

S T A D E

APS 12 05 2017

APD 26 09 2017

PRO 30 11 2017

EXE

26 01 2018

M O D I F I C A T I O N S

G E N E R A L I T E S C O M M U N E S A T O U S L E S L O T S

0.01	DEFINITION DE L'OPERATION
0.02	ADRESSE DE L'OPERATION
0.03	PRESENTATION DU PROJET
0.04	LIMITES GENERALES DES PRESTATIONS
0.05	ORIGINE DES PRESTATIONS
0.06	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES
0.07	PIECES ANNEXES
0.08	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES
0.09	JUSTIFICATIONS TECHNIQUES

G E N E R A L I T E S

0.01 DEFINITION DE L'OPERATION

La commune de Béchy, 39 rue Charles de Gaulle - 57580 Béchy, procède à la rénovation de son école maternelle

Ces travaux de rénovation porteront sur le clos et le couvert, ainsi que sur les équipements techniques de l'ensemble des locaux.

0.02 ADRESSE DE L'OPERATION

39 rue Charles de Gaulle - 57580 Béchy.

0.03 PRESENTATION DU PROJET REHABILITATION

Le projet comprend :

- ↳ La rénovation d'un immeuble R+1 comprenant 2 entrées et une cour,
- ↳ La création d'un ascenseur monte-pmr,

0.04 LIMITES GENERALES DES PRESTATIONS

Sont dûs, au titre du présent programme, les ouvrages de toute nature nécessaires à la réalisation du projet défini par les plans et autres documents établis par l'architecte et le bureau d'études.

0.05 ORIGINE DES PRESTATIONS

Réseau d'eau : Existant

Réseau électrique : Existant

Réseau gaz : Existant

Réseau d'assainissement : Existant

Réseau télécommunication : Existant

Réseau télévision : Existant

0.06	PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES
-------------	---

Les travaux énumérés dans le présent CCTP devront être conformes :

- . A l'ensemble des normes et règlements en vigueur au jour de la soumission
- . Aux labels demandés par le maître d'ouvrage

0.061 NORMES ET REGLEMENTS

Rappel des principaux documents techniques :

- . DTU
- . Normes françaises et européennes en vigueur
- . Avis techniques du CSTB
- . Règles techniques de conception, de calcul des ouvrages et de construction
- . Prescriptions UEA.tc
- . Prescriptions de mise en oeuvre des fabricants
- . Code de la Construction et de l'Habitation (CCH)
- . Prescriptions du permis de construire
- . Réglementation sur la sécurité incendie
- . La NRA
- . Règles d'accessibilité des personnes handicapées à mobilité réduite aux bâtiments
- . Législation du travail
- . Règles de l'art et Règles professionnelles
- . Règlement des produits de construction (marquage CE)

Il peut être envisagé exceptionnellement de déroger à certaines dispositions, autres que celles assujetties à des exigences à caractère réglementaire, dès lors que le Maître d'ouvrage serait en mesure de justifier ce non-respect de l'exigence à CERQUAL qui statuera sur les éléments fournis.

0.062 LABELS

Le programme doit satisfaire aux exigences de la réglementation thermique rénovation

0.063 EXIGENCES

Dans les domaines où ils existent et dans des conditions permettant une mise en concurrence objective, des matériaux, produits ou équipements dont les caractéristiques d'aptitude à l'emploi ont été évaluées par un tiers indépendant doivent être utilisés systématiquement. C'est-à-dire : Des matériaux, produits ou équipements contrôlés périodiquement et certifiés conformes aux normes, par un organisme certificateur accrédité[1] établi dans l'Espace Economique Européen. Le site d'AFOCERT (Association Française des Organismes de Certification des Produits de Construction), www.afocert.fr, renseigne sur les certifications de produits de construction existantes en France. Des produits intégrés à un procédé de construction innovant bénéficiant d'un Avis Technique ou d'un Document Technique d'Application (DTA), ou d'une Appréciation Technique d'expérimentation (ATex) ou d'un Pass innovation (voir <http://evaluation.cstb.fr/>). A défaut, les matériaux, produits ou équipements doivent justifier de caractéristiques de performance équivalentes. La justification de l'équivalence est à fournir par le fabricant concerné. Les matériaux, produits ou équipements doivent bénéficier d'un certificat de conformité et/ou avis technique à jour (leur validité peut être vérifiée sur la liste des produits certifiés/évalués mise à disposition du public par l'organisme concerné).

0.07 PIECES ANNEXES

Figurent en annexe au présent CCTP :

. Les plans suivant la nomenclature jointe

0.08 OBLIGATIONS DES ENTREPRISES**0.081 GENERALITES**

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et les plans qui l'accompagnent, ont pour objet de préciser aux concurrents les détails d'exécution des travaux à réaliser.

Chaque entrepreneur, outre qu'il doit tous les ouvrages de sa spécialité, est tenu de prendre connaissance des clauses concernant les autres corps d'état, afin de déterminer toutes incidences pouvant avoir des répercussions sur son propre lot.

Chaque entrepreneur, appelé à soumissionner, devra prendre connaissance de l'ensemble des documents graphiques et écrits définissant le projet, en vérifier toutes les dispositions et provoquer avant la remise des soumissions, toute explication nécessaire sur les points qui paraîtraient omis ou insuffisamment précis.

Chaque entrepreneur est tenu de vérifier l'ensemble des cotations et quantités proposées, et de signaler à l'architecte les erreurs éventuelles.

Aucune réclamation ne sera admise après l'adjudication, l'entrepreneur étant réputé posséder l'entière connaissance du problème à résoudre pour la remise de sa proposition.

A cet effet, le soumissionnaire pourra s'enquérir auprès de l'architecte de tous les renseignements complémentaires et utiles à la compréhension et à l'estimation du projet.

0.082 EXECUTION ET ACHEVEMENT DES TRAVAUX

Le fait même d'accepter la commande ou de commencer les travaux impliquera que l'entrepreneur a vérifié et approuvé les dispositifs proposés à son étude et qu'il garantit la parfaite exécution et le complet achèvement de ses ouvrages.

L'entrepreneur est responsable de son étude, ainsi que de la tenue et de la stabilité de ses ouvrages.

Le présent CCTP n'est en rien limitatif et ne peut déroger d'aucune manière aux règles de l'art. L'entrepreneur est, de par sa qualification, apte à pallier à tous défauts d'énonciation.

De ce fait, il ne pourra prétendre à aucun règlement en plus-value, ni se dérober devant l'obligation de conformité et du respect des réglementations en vigueur régissant les travaux de sa spécialité. Par ailleurs, si préalablement ou en cours d'exécution des modifications d'ordre secondaire (travaux accessoires et annexes) inhérentes à tout chantier s'avèrent nécessaires, l'entreprise ne saurait, de ce fait, demander un quelconque supplément.

0.083 REFERENCE A DES MARQUES

Les références à des marques ont pour but de définir avec précision la qualité et l'esthétique recherchées. En cas de modification, les entreprises devront proposer des matériels ou matériaux de qualité équivalente et à l'esthétique identique. Toute modification est soumise à l'approbation de l'architecte.

0.084 ESTIMATION DES PRIX

Le projet devra être estimé tel qu'il est décrit par les plans établis par l'architecte et le Cahier des Clauses Techniques Particulières. Le soumissionnaire devra obligatoirement remettre un prix suivant la solution de base prescrite par l'architecte.

Les éventuelles variantes seront chiffrées séparément.

Chaque entrepreneur soumissionne pour un prix global et forfaitaire.

0.085 VISITE DES LIEUX

Les entrepreneurs devront posséder une parfaite connaissance des lieux pour les avoir visités, examinés, mesurés, étudiés antérieurement à la signature du marché.

Ils ne pourront en aucun cas se prévaloir d'un manque de renseignements concernant l'état des lieux existant, des niveaux, des accès, de la disposition et de la nature du terrain, du site environnant, de sa constitution et des configurations voisines et limitrophes au terrain sur lequel ils doivent travailler. Ils auront la possibilité d'effectuer tous contrôles du terrain, de s'assurer des passages de canalisations de toutes natures hors terrain, afin d'en assurer les branchements provisoires et définitifs.

Ils ne pourront invoquer aucun prétexte pour toutes sortes de difficultés rencontrées dans l'organisation du chantier, son accès, l'approvisionnement en matériaux, la situation urbaine, ainsi que des mauvaises conditions climatiques.

0.086 DEMARCHES AUPRES DES SERVICES ADMINISTRATIFS

Les entreprises concernées devront prévoir toutes les demandes nécessaires auprès des services administratifs intéressés, notamment Direction Départementale de l'Équipement, Mairie, EDF, gaz, eau potable, assainissement, etc., aux différents stades de réalisation de leurs travaux et devront tenir compte dans leurs offres des frais correspondants.

Ces entreprises devront en outre, obtenir les certificats de conformité et de réception de leurs installations par les services précités.

0.087 INSTALLATIONS DE CHANTIER

Seront à la charge de chacun des lots, les installations de chantier propres à l'entreprise lui permettant l'exécution des travaux.

Seront à comprendre, en outre, les implantations, piquetages, niveaux, protections, signalisations, nettoyages permanents du chantier, droits d'occupation de la voie publique, etc.

Les entrepreneurs de chacun des lots tiendront compte dans leurs prix des dépenses nécessaires concernant l'amenée et la consommation du courant électrique, le chauffage et d'eau, se rapportant aux ouvrages de leurs lots. Les dépenses non individualisables seront réparties au prorata du montant des marchés.

0.088 COORDINATION INTER-ENTREPRISES

Chaque entrepreneur est tenu d'exécuter ses propres travaux en parfaite coordination avec les autres entreprises.

Avant l'exécution de ces travaux, l'entrepreneur effectuera une visite de chantier avec le titulaire de l'entrepreneur duquel il est tributaire, et ce dernier est tenu d'effectuer toutes les reprises ou nettoyages nécessaires dans le sens d'une parfaite coordination.

0.089 PERCEMENTS ET SCELLEMENTS SUR GROS-OEUVRE

Les trous de pattes à scellement ou analogues seront toujours exécutés par le corps d'état intéressé.

Les trous et saignées à exécuter dans les maçonneries et cloisons seront toujours à la charge du corps d'état intéressé par ces ouvrages.

Les fourreaux pour passage de canalisations seront fournis, posés et scellés par l'entrepreneur du corps d'état intéressé.

Les scellements, rebouchements, calfeutrements, seront exécutés par le corps d'état intéressé par ces ouvrages et au mortier de ciment Portland, à l'exclusion de ciment prompt, plâtre ou autre liant. Ces rebouchements seront en défoncé de 5 mm sur le nu fini des ouvrages. Les raccords d'enduit sur ces scellements, rebouchements, ou calfeutrements seront exécutés, ceux sur enduit ciment par le maçon, ceux sur enduit plâtre par le plâtrier.

Il en sera de même des anciens percements non réutilisés après la dépose des installations existantes sauf précisions au CCTP.

0.0810 NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque entrepreneur devra enlever avant la réception tous les matériaux non employés, tous les ouvrages provisoires et tous les appareils de transport et de manutention.

Les nettoyages en cours de travaux seront exécutés quotidiennement par les entreprises de chaque corps d'état. Aucun gravois ne devra être stocké dans le bâtiment ou sur le terrain pendant le chantier.

Chaque entreprise évacuera quotidiennement ses gravois.

L'attention des entreprises est particulièrement attirée sur les obligations concernant le nettoyage.

En cas de défaillance, les gravois seront ramassés sur ordre de l'architecte ou du maître d'ouvrage aux frais des entreprises intéressées.

Les entrepreneurs de gros-oeuvre et plâtrerie seront tenus de livrer aux entrepreneurs de second-oeuvre, des sols nets de tout matériau.

0.0811 NETTOYAGE DES VOIES PUBLIQUES

Les entrepreneurs devront prendre leurs précautions pour éviter de salir les voies publiques avec le passage des camions.

Leur attention est attirée, à cet effet, sur l'application du paragraphe IV de l'article 471 du Code Pénal, relatif aux nettoisements des chaussées et trottoirs souillés par les camions.

Les services de la voirie pourront effectuer eux-mêmes ces nettoyages, si nécessaire, au compte de l'entreprise responsable.

0.0812 SECURITE

Les entrepreneurs devront se conformer aux règlements de sécurité et notamment :
La mise en place de tous les dispositifs assurant la sécurité du chantier, de la voie publique et privée.

Conformément à la loi 93-1418 du 31 décembre 1993 et à son décret d'application 94-1159 du 26 décembre 1994, une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est prévue dans le cadre de la présente opération.

Le prix forfaitaire de chaque lot comprendra toutes les dispositions prévues au P.G.C. de la présente opération.

0.0813 RECEPTION DES TRAVAUX

En fin de chantier, avant la réception des travaux, et ce jusqu'à la levée complète des réserves, les entrepreneurs de chacun des corps d'état devront s'assurer de la finition complète de leurs ouvrages.

Au cas où des dégâts auraient été commis, les réparations seraient faites :

. Aux frais de l'entrepreneur auteur du dégât, si celui-ci peut être connu

. Aux frais du compte prorata si les auteurs sont inconnus

Chaque entrepreneur assurera le nettoyage complet de ses ouvrages avec un fini "prêt à habiter".

0.0814 COMPTE PRORATA

Les entrepreneurs devront se reporter aux articles du CCAP.

0.09	JUSTIFICATIONS TECHNIQUES
-------------	----------------------------------

0.091 DOCUMENTS D'EXECUTION

chantier

Pendant la période de préparation, chaque entrepreneur communiquera les plans d'atelier et de ses ouvrages, les notes de calcul, les études de détails ainsi que les caractéristiques techniques des matériaux et matériels mis en oeuvre pour approbation.

0.092 ECHANTILLONS

Chaque entrepreneur fournira en temps utile les échantillons nécessaires au choix des matériaux et matériels.

0.093 CONFORMITE A LA REGLEMENTATION INCENDIE

L'entrepreneur devra s'assurer que ses ouvrages sont conformes à la réglementation incendie.

L'entrepreneur devra signaler à l'architecte par écrit toutes observations qu'il aurait à formuler sur la conception ou la mise en oeuvre de ses ouvrages, faute de quoi il demeurera seul responsable des conséquences éventuelles.

L'entrepreneur produira les procès-verbaux d'essai de réaction au feu établis par le CSTB pour les matériaux, matériels et composants utilisés dans la construction.

S O M M A I R E

GENERALITES ASCENSEURS

- 12.01 OBJET
- 12.02 NOTES PRELIMINAIRES
- 12.03 POINTS GENERAUX
- 12.04 LIMITES DES PRESTATIONS
- 12.04 RECEPTION

DESCRIPTION des OUVRAGES

- 12.10 ASCENSEUR
- 12.20 REFERENCES A DES MARQUES

G E N E R A L I T E S

12.01 OBJET

Le présent lot a pour objet de définir les travaux d'installation d'ascenseur neuf en bâtiment existant.

12.02 NOTES PRELIMINAIRES

Les prix des différents articles incluront toutes sujétions telles que :

- Les transports
- Echafaudages et protections réglementaires
- Elaboration des plans de détails, de chantier
- Engins de levage et manutention adaptés à ce type de chantier
- Toutes les sécurités et mesures d'hygiène suivant normes en vigueur conformément à la loi n° 93-14.18 du 26 Décembre 1993 et les décrets d'application
- Ensemble des dépenses prévues au CCAP
- Les frais de consommation (eau électricité téléphone)
- Les frais relevant de la coordination de sécurité (PPS-PS, plans de recollements, etc....)
- Evacuation des gravats, compris frais de décharge et de recyclage
- Nettoyage des lieux après travaux
- Montage des matériaux à toutes hauteurs et dans toutes conditions
- Participation au Compte Prorata
- Toutes sujétions nécessaires pour obtenir une prestation complète et conforme aux normes et règles de construction
- Les essais physiques et mécaniques des ouvrages et les opérations d'autocontrôle
- Tous les ouvrages nécessaires à la sécurité des ouvriers et la sécurité générale du chantier (garde-corps provisoire, etc....)
- Signalisation
- L'établissement du PPSPS
- Etc...

Les prescriptions mentionnées au descriptif, aux plans et au quantitatif devront faire l'objet, de la part de l'entreprise, d'une étude et d'un contrôle qui engagent sa responsabilité.

La description et la citation d'une opération sont suffisantes pour que son exécution dans les règles de l'art soit exigée par le Maître d'Oeuvre. Les prescriptions n'ont donc aucun caractère limitatif, elles devront être réalisées jusqu'à leur complet achèvement sans qu'il soit possible de demander un supplément de prix pour imprévision ou interprétation erronée des plans ou des pièces écrites.

L'entreprise doit avoir prévu dans son offre, les ouvrages qui sont nécessaire à l'intégration d'autres corps d'état dans l'ouvrage, et ce, dans le strict cadre de sa compétence.

En plus du caractère non limitatif, les quantités sont calculées et fournies à titre indicatif. A charge pour l'entreprise de les recalculer et de les contrôler pour l'établissement de son offre.

Pour l'ensemble des prestations du présent lot, l'Entrepreneur prévoira dans ces prix unitaires toutes les sujétions nécessaires pour être conforme à la réglementation en vigueur.

Les ouvrages devront répondre aux caractéristiques demandées et aux normes en vigueur, et devront prévoir tous les accessoires nécessaires, etc...., afin d'obtenir un ouvrage parfait, même si ces derniers ne sont spécifiés dans les articles ci-dessous.

La pose, les matériaux, etc.... seront conformes aux DTU, normes Françaises, normes Européennes et au cahier des prescriptions techniques du fabricant.

Tous les ouvrages devront être exécutés suivant les règles de l'art, et devront répondre aux prescriptions techniques et fonctionnelles comprises dans les textes officiels existants le premier jour du mois de la signature de l'acte d'engagement pour l'entrepreneur et, notamment :

- Le règlement sanitaire duquel relève la commune où est implantée l'opération objet du marché
- Les fascicules techniques du cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G.) approuvés par décret et applicables aux marchés de travaux de bâtiment et de travaux publics passés au nom de l'état
- Les cahiers des charges D.T.U., les règles de calculs D.T.U. publiés par le C.S.T.B. ainsi que leurs annexes, modificatifs, additifs ou errata, non concernés par les fascicules techniques susvisés
- Les cahiers des charges pour l'exécution des ouvrages non traditionnels
- D'une façon générale, les règles et recommandations professionnelles relatives aux ouvrages ou parties d'ouvrages qui ne font pas l'objet de prescriptions au titre de l'ensemble des documents précédemment cités.

NOTA :

L'ensemble des travaux devra être réalisé suivant les règles de l'art (DTU en vigueur) et recommandations du fabricant. La norme EN 81 – 20 / 50 ainsi que la norme EN 81 – 70 devront être appliquées.

Le certificat de conformité CE à transmettre en fin d'installation

12.03	POINTS GENERAUX
--------------	------------------------

CONDITIONS D'EXECUTION

Les travaux et la qualité des fournitures seront dans tous les cas à exécuter conformément à la norme EN 81–20/50 et à la directive 2014/33/UE, ainsi que la norme « Handicapés » EN 81-70, et la circulaire n° DGUHC 2007-53 du 30-11-2007.

En complément du CCTP, un descriptif complet, reprenant les caractéristiques de l'appareil devra être remis obligatoirement dans l'offre. L'offre à joindre devra être en parfaite concordance avec le CCTP pour être recevable. Tout écart sera éliminatoire.

PROTECTION DES TRAVAILLEURS

L'appareil sera conforme au Décret de sécurité.

QUALITE DE FOURNITURE

L'ensemble des machines, treuil, moteur électrique, etc. ... seront neufs et de première qualité avant montage.

L'ensemble des composants de l'ascenseur sera de conception et de fabrication propre au constructeur.

Toutes les pièces métalliques, visibles ou non, subiront avant tout assemblage un traitement antirouille, soit au trempé ou soit au pistolage, au chromate de zinc. Les portes palières seront pour leur part protégées par cataphorèse.

PERIODE DE GARANTIE

La période de garantie est fixée à un an à dater du jour de la réception. L'entreprise sera tenue de procéder à ses frais au remplacement ou à la réparation immédiate de tous les éléments qui seront reconnus défectueux, sauf cas d'usage défectueux.

ENTRETIEN GRATUIT

L'entreprise devra assurer l'entretien gratuit pendant une période de 12 mois.
En complément, l'entreprise joindra à son offre un contrat annuel conforme à la législation en vigueur (non totalisé dans l'offre de base).

12.04	LIMITES DES PRESTATIONS
--------------	--------------------------------

LIMITE DES PRESTATIONS

Alimentation électrique

Alimentation triphasée 230/400 V 50Hz.

Le tableau de distribution est à prévoir au présent lot.

A partir de ce tableau, tous les travaux d'électricité sont à la charge du présent lot.

Travaux à la charge du lot Electricité :

- L'amenée d'une alimentation force 400 V 50Hz non secourue au pied du dernier étage
- Une alimentation 220 V 50 Hz
- Une ligne téléphone
- La protection par disjoncteur différentiel à effet retardé en tête de colonne

Travaux à la charge du Lot Gros œuvre :

- La construction de la gaine d'ascenseur conformément à la réglementation en vigueur, compris règlement de sécurité et conduit de ventilation.
- Feuillures pour les rails de portes palières automatiques
- Ceinture béton pour fixation des guides de cabine et contrepoids.
- Mise en place des rails d'ancrage en dalle haute de gaine, fourniture par le lot Ascenseur.
- Raccordement ventilation haute de gaine
- Grilles de ventilation haut de gaine

12.05	RECEPTION
--------------	------------------

Préalablement à la réception, les entrepreneurs devront remettre au maître d'ouvrage et à l'architecte, 4 exemplaires définitifs des plans des ouvrages tels qu'ils ont été réellement exécutés, accompagnés des notices techniques d'utilisation, de conduite et d'entretien, ainsi que de la nomenclature des appareillages mis en oeuvre dans les installations avec mention de leur marque, type, référence pour constituer le dossier d'archives et de maintenance de l'immeuble.

Devront être également joints à ces dossiers, les divers certificats de conformité techniques et procès-verbaux d'essais relatifs aux matériaux, matériels et installations : résistance au feu, isolation acoustique, isolation thermique, normes NF, spécifications UTE, CONSUEL, classements et labels, etc.

D E S C R I P T I O N d e s O U V R A G E S

12.10 ASCENSEUR BASSE VITESSE

12.101 DESCRIPTIF TECHNIQUE

Ascenseur "basse vitesse", tout électrique fonctionnant à **enregistrement dans la cabine et sur les paliers** comme les ascenseurs conventionnels, ne nécessitant pas d'emplacement pour sa machinerie. structure porteuse

Appareil / Mécanisme: Appareil Interieur

Appareil est constitué d'une structure recevant la cabine. Le mécanisme est situé au-dessus de la cabine intégrant quelques organes de sécurités.

- Charge nominale: **400kg**
- Vitesse: **0,15m/s**
- Course : **3.20m env.**
- Nombre de niveaux: **2 niveaux**
- Type de Service : **Même Face**
- Alimentation: **Mono 230v P+N+T**
- Puissance : **1500W**
- Armoire intégrée à la gaine
- Carte IHM (*interface homme machine*)

ORGANES DE SECURITES :

- *Système parachute*
- *Contact hors course*
- *Détecteur de surcharge*
- *Détecteur de survitesse*
- *Contrôle de suspente*
- *Éclairages secours en cas de coupure du secteur*
- **Batterie de secours**
- *Barrière immatérielle sur cabine*
- **Téléphone bidirectionnel main libre**

- Finition de l'ensemble : **acier laqué, 1 couleur au choix selon la gamme RAL**
- Plan de réservation.
- **Dispositif sur batterie** ramenant la cabine au niveau bas en cas de coupure de secteur.
- Raccordement du téléphone et du secteur sur attente au lot électricité.
- **Finition, couvre joint entre nos baies palières et la maçonnerie.**

Cabine 1.00x1.40m :

La cabine est constituée d'une arcade composée de deux montants reliés en partie haute par une traverse recevant la motorisation et une partie de l'armoire de commande. Les garde-corps, d'une hauteur de 2m, sont habillés sur les faces non desservie. Un pupitre permet de disposer de façon ergonomique, les boutons de commande et la main courante. La sécurité est établie par **une barrière immatérielle** (bandeaux infra-rouge) sur les faces d'accès, **pas de porte sur la cabine.**

- Dimension utile de la cabine: **1.00x1,40m**
- Plafonnier alu brossé intégrant l'éclairage, *ambiance et secours*, par **2 spots LED**
- Habillage des parois: **Méla minée**
- Pupitre de commande, plinthe et main courante: **acier Inox Brossé**
- Boutons de commande **à enregistrement**. *Indication lumineuse, symboles et braille en relief*
- Sol antidérapant, finition: **PVC coloris Antracite ou Tôle en alu larmé**

Portes battantes automatique standard vitrée

Les portes sont fixées sur la structure.

- Porte : **battante automatique (ouverture et fermeture automatique invisible anti vandale)**
- Type : **vitré panoramique en verre stopsol stadip44/2 intérieur.**
- Dimension de passage : **0,93 x 2,00m**
- Bouton palier **à enregistrement**. *Indication lumineuse, flèche en relief*

- Seuil de finition en INOX brossé
- Commande palière déportée comprise
- Couvre-joint en acier laqué

Structure porteuse dans la gaine maçonnée ou placo hors lot:

Structure non porteuse ou dans une gaine en placo (fixation en nez de dalle et sur le radier au niveau bas).

Structure primaire constituée de 4 poteaux, reliés par des traverses et un palonnier en partie haute, de finition RAL 9005. Celle-ci a pour but de maîtriser les jeux de fonctionnement et de garantir la sécurité lors du montage de l'appareil.

Deux rails de guidage sont fixés de part et d'autre de cette structure afin de recevoir la cabine et la machinerie.

- Hauteur de la structure: **2,6m du sol fini supérieur**
- Habillages des faces d'accès entre les 2 baies palières: **Mé laminée**
- **Dimension du pylône autoporteur : 1.47 x 1.63m**

11.1011 Position : En face de la cage d'escalier

12.102 TRI, TRANSPORT ET FRAIS DE DECHARGE

Chaque entrepreneur devra enlever avant la réception tous les matériaux non employés, tous les ouvrages provisoires et tous les appareils de transport et de manutention.

Les nettoyages en cours de travaux seront exécutés quotidiennement par les entreprises de chaque corps d'état. Aucun gravois ne devra être stocké dans le bâtiment ou sur le terrain pendant le chantier.

Les gravois devront être triés suivant leur nature (classe 1, classe 2, classe 3), conformément à la loi du 13 07 1992 applicable au 01 07 2002.

Les gravois seront évacués (le bon sera communiqué à la maîtrise d'œuvre) vers des décharges agréées, aux frais exclusifs de chaque entrepreneur. Aussi, aucune benne collective ne sera installée.

En cas de défaillance, les gravois seront ramassés sur ordre de l'architecte, aux frais des entreprises concernées.

Position : ensemble des gravois relatifs au présent lot

12.20	REFERENCES A DES MARQUES
--------------	---------------------------------

Les références à des marques ont pour but de définir avec précision la qualité et l'esthétique recherchées. En cas de modification, les entreprises devront proposer des matériels ou matériaux de qualité équivalente et à l'esthétique identique. Toute modification est soumise à l'approbation de l'architecte.

fait à le

Signature et cachet

Le maître d'ouvrage

L'entrepreneur